



Accès expéditionnaire aérien

Les relations africaines

PAR LE COLONEL BRIAN K. HALL, USAF

Résumé de l'éditeur: Bien que cet article ait été publié en 2003 par la revue sœur en anglais, il paraît être d'actualité à l'heure où l'attention est portée sur l'Afrique. Le colonel Hall voyait après une décade ou presque de mondialisation croissante l'Afrique avoir été atteinte par-à-coups, laissant un héritage de tensions, de pauvreté, de maladies et de conflits. La stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis reposait sur un traitement approprié de ces conditions. Pour la force aérienne et spatiale, un plan complet d'accès devenait un élément indispensable de succès.



Il est impossible de prédire où aura lieu le prochain Desert Shield. Cela pourrait bien se passer en un endroit où nous n'avons ni troupes, ni infrastructure – pas de bases ou de systèmes de soutien sur place. Nous devons alors emporter avec nous tout ce dont nous aurons besoin, y compris abris, matériels d'entretien, hôpitaux, nourriture et eau.

Général de corps d'armée Michael A. Nelson, USAF
"Aerospace Forces and Power Projection"

Est-ce que l'accès stratégique qu'avaient les Etats-Unis en Afrique dans les années 80 est possible aujourd'hui après plus d'une décade de négligence en politique étrangère ? L'accès reste plus ou moins constant voire progresse sur quatre des cinq principaux continents. La région à plus haut risque de par la diminution de l'engagement des Etats-Unis est l'Afrique subsaharienne¹. Les Etats-Unis ont choisi de se concentrer sur d'autres zones, aux dépens de l'Afrique. L'*Operation Desert Shield* avait non seulement été un succès monumental comme ouverture d'accès au Moyen Orient mais elle avait également validé la doctrine de la force aérienne américaine et les concepts naissants de guerre interarmées. De plus, les concepts transformationnels se retrouvaient dans l'initiative des nouveaux concepts d'opérations de l'armée de l'air. Le plus grand enseignement tiré d'*Operation Desert Shield* est que dans le futur, aucune crise ne pourra être gérée avec succès sans un accès permanent des forces expéditionnaires aériennes. L'accès élargi dont on a bénéficié pendant cette opération rendit possible le caractère déterminant de l'*Operation Desert Shield*. L'armée de l'air a maîtrisé pratiquement tous les aspects complexes d'une guerre expéditionnaire majeure ; quoiqu'il en soit, les opérations de déploiement rapide en réponse à des contingences de petite échelle, les opérations d'assistance humanitaire et les opérations de maintien de la paix restent relativement ad hoc parce qu'elles sont plus réactionnelles que délibérées. Mais il reste beaucoup à faire pour améliorer la capacité de déploiement rapide de notre nation comme soutien d'objectifs de politique étrangère.

Selon la stratégie de sécurité nationale (*The National Security Strategy* – NSS) de 2002, « la présence de forces américaines outre-mer et l'un des plus profonds symboles de l'engagement des Etats-Unis envers ses alliés et amis »². La NSS insiste également sur la façon dont les forces américaines doivent se préparer pour plus de déploiements similaires en développant actifs et capacités caractérisant les forces expéditionnaires. Au plus haut niveau du conflit, les commandants au combat

régionaux auront besoin de forces pour mener à la bataille des capacités spéciales et s'attendent à ce que ces forces soient prêtes à combattre dès leur arrivée sur le théâtre. L'*Operation Enduring Freedom* – OEF est un exemple du mélange non standardisé d'actifs air et sol conjugués dans le combat contre le terrorisme sans excès de directive doctrinale et présentant ainsi un exemple clair de transformation. Nous allons dorénavant avoir besoin de ce type de créativité et d'innovation pour faire face à l'incertitude stratégique et à l'engagement asymétrique au niveau mondial.

L'Afrique pourrait bien servir de terrain d'essai pour les concepts, les méthodes et les capacités transformationnels. Ce continent offre un superbe challenge à l'habileté des Etats-Unis à expédier des forces dans une région souvent oubliée à cause de la magnitude des crises actuelles dans les Balkans, le Moyen Orient et la Péninsule Coréenne. L'opinion américaine a été soumise à l'attention continue des média sur ces zones. Mais l'Afrique a été oubliée parce que les ressources nationales rares et le soutien étaient dirigés vers des régions de plus grand intérêt vital pour les Etats-Unis. Le public ne fait pas attention à l'Afrique sauf en cas de tragédie cataclysmique comme ce qui s'est passé au Ruanda pendant l'été 1994. Juste un an auparavant, les média américains avaient saturé les postes de télévision d'images du désastre en Somalie, ce qui, indubitablement, réduisit à la fois la couverture médiatique suivante et les programmes d'assistance directe de la part des Etats-Unis.

Au cours des dix dernières années, l'expérience a prouvé que le déploiement expéditionnaire aérien en Afrique reste une science immature – de celles qui font suite à une politique étrangère négligée.

Bien souvent, des aviateurs novateurs ont utilisé des solutions astucieuses pour faire face aux challenges particuliers posés par ce que l'on peut encore appeler le « Continent Noir ». Chose curieuse, à cause du peu d'agences du gouvernement américain en Afrique et des activités limitées des organisations non-gouvernementales (ONG), les aviateurs sont devenus les ambassadeurs de bonne volonté de notre nation dans

des régions coupées des canaux diplomatiques normaux. La nécessité d'améliorer les expéditions aériennes pour faire face aux conflits de faible intensité n'est pas près de diminuer. En fait, il est plus que vraisemblable que des forces basées à l'extérieur de ces zones connaîtront plus fréquemment des déploiements expéditionnaires puisque notre nation doit affronter l'omniprésente guerre globale contre le terrorisme, un combat qui pourrait bien conduire cette nation et ses alliés au plus profond de l'Afrique. La région sub-saharienne est devenue une terre légendaire de culture de la souffrance humaine causée par la pandémie du VIH/SIDA, les troubles ethniques, religieux et politiques, les calamités naturelles et les états déliquescents ; tout cela crée un environnement propice à la prolifération de terroristes. L'Afghanistan et la Somalie où l'anarchie et le radicalisme sont rampants, l'ont montré ; le terrorisme a le même résultat. Pour contrecarrer l'expansion de ces maux, les Etats-Unis doivent établir un accès avec des nations africaines sélectionnées et prometteuses.

Cet article est concentré sur l'accès comme autorisant l'implantation d'éléments militaires, économiques et diplomatiques de la projection de la puissance des Etats-Unis. Il porte le débat sur l'importance stratégique de l'accès comme moyen de démontrer une projection de puissance modérée³ ; il examine comment les stratégies régionales, opérationnelles de coopération créent un accès élargi – quoique non sans remises en cause importantes – et identifie les concepts naissants pour assurer l'accès et montrer comment les Etats-Unis pourraient mieux se préparer à de futures expéditions aériennes en Afrique.

L'importance stratégique de l'accès global

En Afrique, promesse et opportunité côtoient épidémie, guerre et pauvreté désespérante. Ceci menace à la fois une valeur des Etats-Unis – préserver la dignité humaine – et notre priorité stratégique – combattre la terreur globale.

Stratégie de Sécurité Nationale (NSS), 2002

Le NSS indique que, « ensemble avec nos alliés européens, nous devons aider à renforcer les états fragiles d'Afrique, aider à bâtir une capacité indigène à sécuriser des frontières poreuses, et aider à faire appliquer la loi et mettre sur pied une infrastructure de renseignement pour empêcher le refuge de terroristes »⁴. Nous ne pouvons pas réaliser ces objectifs sans une projection de puissance suffisante et un soutien à un continent immense en taille et en diversité. La stratégie de sécurité nationale Etats-Unis/Afrique doit respecter les alliances multilatérales tout en préparant les accords bilatéraux qui renforceront la confiance et l'assurance de l'accès.

L'administration du président George Bush reconnaît clairement qu'elle doit concentrer son attention sur l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, et l'Ethiopie comme états ancrés pour la coopération de sécurité régionale. D'autres participants régionaux méritent également d'être reconnus pour avoir de bons gouvernements et appliquer des systèmes politiques responsables et démocratiques, à savoir, le Ghana, le Gabon, le Mali et le Sénégal. La politique de l'administration en ce qui concerne la coopération de sécurité régionale reconnaît ces états comme elle le fait pour tout le Sahel. Effectivement, l'initiative pan-sahélienne dans l'effort le plus récent de coopération a donné de l'effet à la guerre globale contre le terrorisme⁵. Des démocraties naissantes ont accepté les demandes d'accès des Etats-Unis pour répondre à l'émergence de crises. Nous aurons besoin de consolider ces accès pour appuyer une réaction rapide lorsque le conflit éclate, comme cela s'est récemment produit au Libéria et de nombreuses fois en Afrique au cours de la dernière décennie.

Les Etats-Unis se trouvent dans une exceptionnelle situation d'hégémonie en s'efforçant d'équilibrer la puissance mondiale tout en développant de nouvelles stratégies de sécurité nationale. D'un point de vue classique, ceci n'est pas forcément mauvais, puisque si une nation domine la scène internationale avec une puissance écrasante, la paix et la stabilité vont régner ; cela n'a effectivement pas beaucoup de sens de déclarer la guerre à un tel état. Le scientifique politique Robert

Gilpin a affirmé que « la Pax Britannica et la Pax Americana, comme la Pax Romana garantissaient un système international relativement paisible et sécurisé »⁶. A l'inverse de la Grande Bretagne qui à l'époque contrôlait tout un empire, l'Amérique possède une grande économie nationale, auto-entretenu et a la capacité de projeter une remarquable puissance modérée (habileté diplomatique, coopération militaire transparente, réforme économique) à chaque coin du monde. Les Etats-Unis sont donc plus susceptibles d'envoyer de la nourriture et des aides médicales en Afrique que d'y expédier la troupe.

La projection de puissance et l'accès vont de conserve. Dans cet article, l'expédition aérienne s'entend comme moyen de projection de puissance et l'accès comme autorisation. Mais il faut un peu approfondir ce débat pour décrire exactement le type de puissance qu'il convient le mieux de projeter en Afrique. Bien entendu, les Etats-Unis doivent toujours être prêts à exercer à la fois une forte puissance militaire et une forte puissance économique pour forcer les autres parties à modifier leurs positions. Les gros déploiements de force et les sanctions économiques sont deux exemples de projection irrésistible de puissance forte, qui est relativement facile à utiliser quand l'accès est prévu et la présence outremer étendue. Une présence américaine permanente et un investissement (militaire et économique) importants en Europe, dans le Pacifique et dans le Moyen Orient montrent que les Américains sont prêts à utiliser la puissance forte. Mais il est aussi possible d'exercer une puissance indirecte : un pays peut obtenir les résultats souhaités en politique mondiale si d'autres pays admirent ses valeurs, suivent son exemple, cherchent à atteindre son niveau de richesse et d'ouverture et en conséquence veulent le suivre⁷.

La puissance modérée représente plus que la persuasion ou l'habileté à faire bouger les gens avec un discours⁸. Les Etats-Unis seraient dans une mauvaise passe s'ils perdaient la possibilité de modeler le paysage international par projection de puissance forte et modérée. L'hégémonie de l'Amérique est moins souvent remise en cause quand sa puissance

modérée est solide et associée aux principes de bénévolat et de dignité humaine.

L'Afrique est mûre pour un engagement de puissance modérée. D'excellentes capacités de puissance-forte comme celles qui ont été investies au Moyen-Orient, en Europe et dans le Pacifique ne sont pas nécessaires en Afrique. Une projection de puissance-modérée suffira longtemps à garantir les intérêts vitaux américains. Des projecteurs crédibles de puissance modérée comme le Canada, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont chacun une influence politique largement supérieure à leur poids militaire et économique. Les quatre nations incluent dans leur définition d'intérêts nationaux des instruments souples et attractifs comme l'aide économique et des actifs de maintien de la paix, rejetant par là même la nécessité d'une puissance forte et coûteuse. Des objectifs limités ne permettent cependant que des politiques étrangères de puissance modérée.

Il est intéressant de noter que les gouvernements ne sont pas les seuls à manier la puissance souple.

Les industries américaines et les ONG développent leur propre pouvoir doux, qui peut être soit complémentaire soit concurrentiel à la politique étrangère officielle. Mais il n'y a pas place pour des disputes entre acteurs quand les ressources rares sont mieux mises en valeur par des efforts conjugués qui assurent l'élargissement de l'accès – une relation classique, symbiotique de puissance modérée. La concurrence d'efforts unilatéraux a tendance à ne pas survivre. Depuis le début, une coopération complémentaire du privé et du public a un meilleur impact et des effets de plus longue durée. C'est pour cette raison que l'armée américaine joue un rôle substantiel en transportant, distribuant et approuvant les marchandises de beaucoup d'ONG et de programmes officiels gouvernementaux. Il y a des moyens de s'assurer que tous les intérêts américains en Afrique sont maintenus en sécurité et, si nécessaire, introduits sur le théâtre par les forces d'intervention expéditionnaire, de mobilité globale, de réaction rapide. Dans les conflits – autres que les conflits majeurs – il y a peu d'écart entre la

planification, l'exécution et le maintien des forces d'intervention aériennes. Quoiqu'elles soient passablement différentes de portée et de caractère, les missions d'intervention expéditionnaire aérienne tirent chacune leur force de leur capacité transformationnelle.

En Afrique, le potentiel de mobilité globale rapide et de support flexible au combat (*Agile Combat Support* – ACS), appuyé par des capacités de commandement et de contrôle bien réparties, est parfait pour de futures opérations de secteur. Les forces expéditionnaires aériennes (faisant probablement partie d'un groupement interarmées) bougeront rapidement, se positionneront et soutiendront ces forces. La mobilité globale rapide démontre une amélioration de la capacité à soutenir les opérations avec une force et une empreinte plus petites tout en franchissant les distances en un minimum de temps. L'ASC, qui démarre bien avant le déploiement de la force, offre beaucoup d'avantages, indispensables à la réussite de l'implantation et du support, y compris la préparation de la force : assurer, planifier et proposer les emplois, concevoir et préparer le mouvement le déploiement et la réception, employer effectivement, et assurer des niveaux appropriés de support au théâtre des opérations⁹.

Bien que ces concepts et capacités semblent pleins de promesses, les entités non-étatiques préparant un conflit avec les Etats-Unis vont chercher à utiliser les énormes distances que doivent franchir les forces américaines pour les attaquer. Ces ennemis volatiles réalisent trop bien la dépendance quasi-absolue des Etats-Unis envers les accès libres et l'utilisation de terrains d'aviation et de bases sur le théâtre potentiel du conflit¹⁰. Dans l'environnement actuel d'action en crise, arriver rapidement sur le théâtre est aussi important que ce qui se passe ensuite. Le plus grand souci de l'administration Bush pour la projection de force militaire en Afrique est d'établir des sites sélectionnés qui permettent de s'imposer dès que les bottes touchent le sol¹¹.

Les difficultés de l'accès en Afrique

Les états troublés et les menaces transnationales vont probablement occuper une partie croissante du temps des forces armées dans le futur; s'ajoutant aux problèmes compliqués OPTEMPO (rythme temps opérationnel) existants. Les extrémismes ethniques, tribaux et religieux, ravivés à la fin de la Guerre froide ne donnent aucunement l'impression de s'apaiser.

Hans Binnendijk
« Une Estimation Stratégique
du XXIème siècle »

La globalisation est l'enfant de la politique étrangère des Etats-Unis. En bref, la globalisation est un réseau mondial d'interdépendance¹². La globalisation est tellement imbriquée dans les économies, sociétés, environnements et défenses du monde entier, que certains membres de la communauté mondiale dépendent pour leur subsistance des nations les plus favorisées. L'Afrique est plutôt la norme que l'exception dans la mesure où elle reçoit de la part des nations développées de substantiels pourcentages de leur assistance officielle au développement : France (43 pourcent), Allemagne (28 pourcent), Italie (69 pourcent), Royaume Uni (35 pourcent), et Etats-Unis (15,4 pourcent)¹³. En tant que pourcentage du total de l'assistance étrangère mondiale, la contribution des Etats-Unis est décevante ; en fait, elle représente plus de \$2,1 billions de fonds engagés en 2003.

La métaphore '*hub-and-spoke*' (réseau en étoile) s'applique de façon plus proche au globalisme militaire qu'au globalisme économique, environnemental ou social parce que la domination américaine en ce domaine est beaucoup plus importante¹⁴. La domination américaine militaire est tellement globalement implantée que des nations moins puissantes s'appuient sur des accords de sécurité bilatéraux pour combler les lacunes de leur propre défense. Pour en assurer la viabilité, les Etats-Unis négocient par ces agréments mutuels une assurance d'accès, procédé qui

conduit à toutes les options possibles de déplacement d'une base à l'autre, depuis les installations de la « forteresse Europe » jusqu'aux bases lointaines dans des coins perdus du globe. Bien qu'il reste d'importantes forces américaines en Europe, au Moyen Orient, et dans le Pacifique Ouest, le retrait de forces au cours des 15 dernières années a laissé des trous importants dans la présence outre-mer.

Cette distribution inégale de puissance militaire modérée ou forte dans les parties pré-industrialisées et industrialisées du monde s'est faite au détriment des très petits commandements. Ce qui avait été un modeste programme de coopération militaire dans des endroits stratégiques comme l'Éthiopie, le Kenya, le Libéria, la Somalie, le Soudan et le Zaïre disparut à la fin des années 80. Au cours de la dernière décennie, la présence militaire américaine a été réduite à rien de plus que des opérations limitées de pont aérien lors de missions diplomatiques, des exercices mineurs et la construction associée à l'exercice, des escales, et de rares exercices de formation et de familiarisation des forces spéciales (centrés sur la Corne de l'Afrique).

Comme les actifs limités de la marine et des Marines sont enchaînés aux actuels points chauds de la Méditerranée orientale, du Golfe Persique et des littoraux Indien et Pacifique, l'ouest, le centre et le sud de l'Afrique deviennent vulnérables par le manque d'assistance militaire rapide américaine, rôle traditionnellement rempli par les unités expéditionnaires des Marines navigant dans l'Atlantique Sud et l'Océan Indien. Bien que des actifs de transport aérien tactique et stratégique de l'armée de l'air américaine aient beaucoup volé en Afrique, ces missions doivent faire face au danger d'opérations non standardisées, d'accès limités et de capacités en mauvais état.

Actuellement, *Operation Enduring Freedom* (OEF) met en scène les futurs déploiements de forces expéditionnaires aériennes. Les expériences proviennent des méthodes et procédés expéditionnaires utilisés pour implanter des actifs aériens à Bagram et Kandahar, Afghanistan et à Manas au Kirghizistan, qui fournissent l'environnement pratique pour tester et standardiser l'installation

de forces expéditionnaires aériennes¹⁵. La planification soignée, l'organisation de mission et l'ASC nécessaires à la sécurité et à une implantation acceptable devraient être reproduits en tant que normes pour les futures expéditions aériennes. Combiner les expériences d'OEF avec des années d'opérations de vols en Afrique procure une base qui pourrait permettre d'établir la norme d'implantation de bases pour les forces expéditionnaires aériennes dans n'importe quel coin du globe.

Toute opération de contingence contient une part d'incertitude. Quoiqu'il en soit, le fait que le futur soit incertain n'est pas une excuse pour ne pas effectuer les préparatifs adéquats¹⁶. Toute opération importante débute par une planification sérieuse de campagne stratégique basée sur le fait que le succès impose d'implanter tous les matériels de guerre aux meilleurs endroits. L'implantation de la force est de la responsabilité du commandant de combat régional, dont l'état major doit rendre compte des demandes spécifiques d'implantation de sa composante aérienne une fois connu le nombre et le type des avions. Selon la doctrine interarmées, chaque service composant est responsable de son propre déploiement et de son entretien. Le commandant au combat doit approuver l'implantation initiale et ce qui suivra, le cas échéant, pour assurer non seulement le support et la protection de la force, mais aussi et cela est plus important, la force de projection de portée maximum dans le minimum de temps.

Tout aussi essentiel, l'accès est un aspect fondamental de la planification du soutien au combat parce qu'il est indissociable de la logistique et de la protection de la force. Si la logistique est le sang de la force aérienne, l'accès aux bases aériennes correspond au squelette et aux organes internes à travers lesquels coule le sang¹⁷. Le besoin de bases aériennes pour utiliser efficacement les forces aériennes à terre a été essentiel depuis le commencement d'opérations aériennes avancées. Les opérations expéditionnaires aériennes ont de plus en plus souffert ces derniers temps d'opérations non-optimales entraînant inévitablement les premiers problèmes importants.

A part les distances, l'Afrique préindustrielle regorge d'autres défis exceptionnels pour l'accès en vue de projection de forces aériennes expéditionnaires. Par exemple, des 286 plus grands aéroports ou terrains d'aviation africains actuellement inclus dans le rapport d'agrément et de restriction des terrains d'aviation de mai 2000 (*Air Mobility Command's Airfield Suitability and Restrictions Report* – ASRR) du commandement de la mobilité aérienne, 84 pourcent seulement des aéroports militaires recensés les plus importants peuvent soutenir des opérations de C-130 (le plus petit des transports tactiques de l'armée de l'air américaine¹⁸). Le C-17, destiné à un meilleur déploiement dans le monde, avec une plus grande charge utile/portée et demandant au moins 1220 mètres de piste améliorée, peut atterrir sur moins de 65 pourcent des principaux terrains africains recensés par l'ASRR¹⁹. La plupart des missions de vol en Afrique au cours des 20 dernières années ont utilisé des cellules d'avions C-130 et C-141 au lieu du C-17 stratégiquement plus intéressant, dont 87 avaient été livrés à l'armée de l'air américaine pour des déplacements globaux de personnel et d'équipement²⁰. En plus du manque de terrains d'aviation appropriés, les limites relatives à d'autres facteurs comme la sécurité en vol, l'aide et le carburant disponibles au sol et la sécurité sur le terrain d'aviation concourent à effacer les avantages des capacités du C-17 à être applicable dans le monde entier sans compter que cet actif est déjà utilisé au maximum pour le support d'opérations qui font le tour du cadran au Moyen Orient et en Asie Centrale.

Dix opérations expéditionnaires de transport aérien significatives ont eu lieu en Afrique ces dix dernières années, incluant des opérations de maintien et de renforcement de la paix, des opérations d'évacuation de civils, et des opérations d'assistance humanitaire. Toutes ont généré des enseignements qui reflétaient les difficultés de planification des opérations africaines, la dégradation du déploiement et de l'emploi, les stratégies de sortie mal définies. Les politiques nationales aussi bien que l'ensemble des militaires et la planification opérationnelle mettent tous en

garde contre les dangers intrinsèques associés aux opérations menées à proximité ou au travers d'états adversaires et d'acteurs non-étatiques. Ces groupes vont utiliser des armes, de plus en plus disponibles, et la subversion pour atteindre notre volonté et notre capacité à conduire des opérations militaires africaines vitales et abandonner l'Afrique du XXIème siècle à une situation contraire aux intérêts des Etats-Unis. Instabilité politique, luttes ethniques et religieuses, désastres dus aux maladies épidémiques, et corruption rendent la coopération stratégique – au mieux – fragile. Dans un continent suintant par ses frontières poreuses, idéal pour cacher un mouvement terroriste transnational, les opérations anti-accès sont non seulement plausibles mais tout à fait probables selon le vocabulaire actuel de la sécurité.

Si l'on ajoute à cette volatilité un soutien imprévisible, un contrôle aérien et des communications (au sol et aéroportées) hasardeux et une sécurité discutable, il ne faut pas s'étonner que les transporteurs aériens commerciaux américains évitent délibérément l'Afrique. Rien ne perturbe plus un aviateur qu'opérer dans un environnement où font complètement défaut les sûretés que l'on considère normales dans le reste du monde. La planification expéditionnaire aérienne, les opérations, la logistique, le soutien et les assistances médicales qui sont la norme sur les quatre autres principaux continents ont été détruits ou ont manqué durant toute la dernière décade ou plus, en Afrique.

Operation Guardian Assistance (opération d'assistance humanitaire) conduite en 1996, deux ans après les atrocités du Ruanda, offre un exemple représentatif des problèmes qui ont harcelé les forces américaines essayant de mettre sur pied des opérations difficiles. Le manque de stock de carburant et de ravitaillements mobiles limitait partout la distribution de fuel, or l'aviation stratégique utilisait tellement de carburant que son taux de consommation affecta sérieusement tous les points établis le long de la ligne de ravitaillement, ce qui se répercuta souvent en cascade dans les pays voisins. Les installations des terrains d'aviation, comme les aides à la navigation et

les procédures, ne satisfaisaient pas aux normes américaines de sécurité de vol. Le manque de données actualisées et complètes sur les terrains obligeait à des études de dernière minute au risque de récolter des données essentielles incomplètes, qui mettaient en péril les équipages, les passagers et les cargaisons. Les équipages étaient parfois obligés de voler à vue, de jour, pour conduire leurs opérations. A bord, la navigation inertielle et le GPS, comme la confirmation visuelle suivant la charte de l'aviation, devinrent les méthodes de navigation recommandées pour parcourir les immenses distances de l'Afrique.

Avant d'entreprendre la prochaine et inévitable expédition aérienne en Afrique, les Etats-Unis devront s'assurer qu'un personnel tout à fait qualifié contrôle les opérations. Si un centre d'opérations aérospatiales (*Air and Space Operations Center* – AOC) est organisé pour des tâches dépendant de la mission de la force interarmées (en Afrique la plupart des expéditions aériennes sont orientées vers le pont aérien), il doit avoir le personnel compétent pour le transport aérien. Le personnel résident d'un AOC de division de mobilité aérienne maintient les qualifications nécessaires pour la plupart des missions africaines, mais il faut ajouter des planificateurs spécialistes du chargement sur le document d'équipement interarmées. Prendre les planificateurs du chargement parmi les éléments surmenés du contrôle des ponts aériens des avions ravitailleurs n'est pas une solution.

L'armée de l'air américaine se trouve face à un problème physique critique – c'est-à-dire, disponibilité et opérabilité – pour baser ses forces expéditionnaires. La disponibilité, telle qu'elle s'applique à l'accès, veut dire utiliser les terrains d'aviation les meilleurs possibles pour rendre les bases opérationnelles à l'emploi de la force aérienne. Les nations accorderont le meilleur accès physique possible aux forces américaines lorsque cela leur semblera être dans leurs meilleurs intérêts, sachant que si l'on prend d'abord en compte le retour économique, la disponibilité arrive en second plan. Si le prix est correct, la disponibilité devient un sujet abordable.

Pour un aviateur, l'opérabilité signifie utiliser un terrain d'aviation capable d'une performance de pointe pour le support de l'avion en question. Les terrains indispensables pour le fonctionnement des avions modernes ont besoin d'une formidable infrastructure pour la maintenance des systèmes d'armes technologiquement sophistiqués d'aujourd'hui. Le dilemme de la force aérienne moderne est qu'elle a tendance à arriver au sol avec une très grande empreinte. Bien souvent, le terrain en position avancée a besoin d'améliorations pour s'adapter à des déploiements à long terme. Alors, encore une fois, une installation de combat de *Desert Storm* est improbable en Afrique. Nous avons plus de chances de voir une installation de type OEF. Le coût sera sûrement un facteur dans l'établissement d'un accès sûr, en accord avec les normes américaines.

L'accès – disponibilité et opérabilité – était devenu un problème important à la base aérienne de Ganci à l'aéroport de Manas (Kirghizistan)²¹. Là-bas, le besoin a pris le pas sur le coût parce que l'accès en Asie Centrale était devenu primordial dans les premières semaines d'OEF, et le problème physique de disponibilité et opérabilité l'emportait sur les autres options, par ailleurs limitées. L'infrastructure de l'aéroport de Manas nécessitait d'importantes améliorations et une construction supplémentaire majeure pour gérer un flux modéré de pont aérien stratégique (il avait juste assez d'espace pour le stationnement de quatre C-17 ou C-5 de transport)²². Le prix de l'accès à Manas est élevé : on s'attend à ce que l'armée américaine injecte plus de \$40 millions annuels dans la faible économie locale²³.

Nous ne devons pas laisser passer les opportunités d'implantations potentielles de force, ni celles d'établir des bases correctes en Afrique. Bien entendu, cet investissement peut se faire sous différentes formes, le coût étant souvent plus élevé pour la nation d'accueil que son remboursement monétaire. Le coût politique d'une ouverture d'accès à une base de contingence fondé sur des négociations, peut marquer le début d'une relation à long terme. Par exemple en Turquie, dès 1954, les Etats-Unis ont loué l'emploi d'une base opérationnelle à Incirlik. Cela a commencé par une base de ravitaille-

ment en carburant et d'approvisionnement dans un endroit reculé, tout à fait comparable aux endroits d'où les Etats-Unis ont opéré en Afrique et représente aujourd'hui 49 ans de présence grandissante des Etats-Unis à partir d'une seule base expéditionnaire.

Cela ne veut pas dire que l'engagement en Afrique devrait évoluer en un Incirlik subsaharien. Mais il est temps d'agir. La coopération sécuritaire en Afrique représente des économies substantielles par rapport aux situations en Europe et Asie Centrale. L'étendue des initiatives africaines équivaut à une fraction de celles associées à l'OEF. Attendre le début d'hostilités ou de crises pour initier une implantation retarderait tout le succès de la force expéditionnaire aérienne. Un engagement préliminaire peut garantir un accès assuré au moment où nous avons besoin d'implantation de mobilité globale.

Ce débat a ciblé l'implantation d'expéditions aériennes ; la maintenance de ces forces est cruciale pour les opérations prolongées. Un réseau de points de distribution dans le théâtre, qui soit efficace et effectif, doit relier rapidement les forces avancées au cordon de sécurité rattaché au continent des Etats-Unis²⁴. La génération d'électricité et la restauration de maintenance doivent être sécurisés parce qu'ils sont les clés du support des opérations.

En situation de crise, le temps passé à déployer les forces et l'ACS est le facteur modérant la prise de décision en fonction de l'installation. Le déploiement sur une base solide augmente sérieusement les options sécuritaires et les missions couvrant l'étendue du conflit. S'implanter dans un endroit désert entrave l'enthousiasme à cause des conflits entre demandes de ressources pour faire progresser la base aérienne ou pour soutenir les opérations ; un tel scénario affaiblit la nature expéditionnaire du concept naissant d'opérations de mobilité globale.

Recommandations

Préparez-vous pour l'endroit où vous allez, choisissez les hommes qu'il faut et l'équipement, arrivez tôt sur place pour superviser

l'installation de la base, établissez des contacts avec les commandants de la nation d'accueil, travaillez à l'intérieur de la structure de commandement du théâtre pour les questions de personnel et la subsistance des troupes.

Général de division Roger A. Brady, USAF
« Bâtir et commander des Unités Expéditionnaires »

Si l'on considère l'appréciation stratégique d'un commandant de force interarmées d'un point de vue politique, économique, militaire et social des facteurs affectant l'accès et en supposant que les objectifs stratégiques et opérationnels nécessaires à l'accomplissement de la mission soient compris de toutes les composantes, une des premières choses à prendre en considération pour une planification concrète est l'implantation et l'installation²⁵. La préparation de l'implantation de force comprend la transmission au commandant au combat supporté de la meilleure estimation des besoins planifiés de la composante aérienne et une estimation des opérations futures. Evaluer précisément les capacités et l'infrastructure du support est crucial pour la flexibilité de l'armée de l'air des Etats-Unis parce que cela permet aux planificateurs de prévoir les besoins du support et d'ajuster correctement les packages des forces²⁶. La division stratégique de la composante aérienne AOC doit donc inclure l'implantation de force et l'information sur l'installation dans son concept d'opérations. Le concept de sites de déploiement expéditionnaire pré approuvé (*Preapproved Expeditionary Deployment Sites – PEDS*) de l'armée de l'air des Etats-Unis en Europe – USAFE repose sur la possession de données actualisées et de sites expéditionnaires pré approuvés²⁷.

Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de gaspiller une bonne planification de déploiement dans des négociations unilatérales élargies comme en Asie centrale et au Moyen Orient. Le besoin pour l'aviation américaine de terrains d'aviation pré planifiés et pré approuvés a été souligné dans le rapport du bureau d'audit du gouvernement sur les opérations aériennes au Kosovo. Le changement du concept des bases

d'opération en colocation dans le milieu des années 90 a laissé un vide stratégique dans l'assurance d'accès aux points potentiellement chauds dans la zone de responsabilité de l'USAFE (qui inclut 41 des 54 nations africaines). L'USAFE a du inventer un concept pour compenser la réduction de 25 à 8 terrains d'aviation accessibles en permanence sur le théâtre – aucun ne se trouve sur le continent africain.

Le concept PEDS est fondé sur les besoins. Le commandement européen des Etats-Unis doit donc se servir de la récente NSS et suivre les directives de politique étrangère pour définir les besoins de la projection de puissance modérée pour un accès sub-saharien sélectif. Le Ghana, le Gabon, le Mali et le Sénégal sont tous des candidats crédibles pour les PEDS parce qu'ils font preuve d'une relative stabilité politique et d'une volonté ouverte d'aider les Etats-Unis dans la guerre globale contre le terrorisme. La position stratégique de ces quatre nations augmente encore leur adéquation à la nécessité de liaison en étoile pour les opérations expéditionnaires américaines interarmées.

Avec l'approbation du concept par le Commandement Européen des Etats-Unis et par le ministère de la défense, des négociations d'accord préliminaire relatif aux PEDS mettraient le processus en route. Elles initieraient en particulier l'approbation du concept par les nations d'accueil pour l'implantation et les opérations des Etats-Unis sur des terrains d'aviations spécifiques pour des types d'avions spécifiques et le soutien expéditionnaire. Après l'approbation de la nation d'accueil, des accords négociés doivent inclure les points suivants :

1. Autorisation d'agrément de statut-de-forces (*Status-Of-Forces-Agreement* – SOFA) pour les militaires déployés et les contractants américains.
2. Applications de contrats américains
3. Dégrevement fiscal
4. Installations des bases accessibles aux forces expéditionnaires
5. Soutien de la nation d'accueil

6. Paiement américain de l'utilisation des installations, des réparations et améliorations, des services reçus²⁸.

Comme nous l'avons appris à travers les négociations de l'OEF, les accords existants – tel le préaccord (*Memorandum Of Understanding* – MOU) pour l'utilisation potentielle de terrain d'aviation – accélèrent l'implantation de la force et, plus important, peuvent initier la planification de la protection de la force dans la nation d'accueil bien avant sa réception. Cette simple considération accélère l'utilisation des forces expéditionnaires.

Une allocation de ressources minimale prévue pour améliorer l'actif de la nation d'accueil assure notre accès associé à l'engagement des Etats-Unis ; engagement qui jusque-là revêtait simplement la forme d'une signature MOU concernant l'utilisation conjointe de bases aériennes spécifiques. Voir la mise en œuvre concrète d'accords techniques MOU dans des zones d'implantation avancées du personnel et de l'équipement, la mise en route de contrats locaux de services, d'améliorations ou de construction de nouvelles installations renforce les bonnes relations qui deviennent très rentables lorsque les forces arrivent dans le pays d'accueil.

On ne peut jamais « trop » s'intéresser aux détails en période calme. La prévision en temps voulu de parcours et de méthodes peut être initiée et testée avant le déploiement des forces expéditionnaires. Cela procure en outre à l'ASC une possibilité de répéter les missions critiques ; et plus important encore, la protection de la force peut être assurée et les déficiences déterminées et corrigées sans risque de perte de vies ou d'équipement.

Conclusion

Cet article a insisté sur la transformation de l'armée de l'air pour passer d'un déploiement de packages aériens encombrants et à large empreinte (peu synchronisé avec la force projetée par les autres services) en une puissance aérienne expéditionnaire rapidement déployable adaptée à des réactions outremers rapides. L'armée de l'air a beaucoup à

apprendre des Marines, qui a depuis longtemps une bonne estimation de l'emploi de force expéditionnaire et, en fait, incarne le mot *expéditionnaire*. La doctrine des Marines de combat implique d'emblée le concept d'intégration d'armes combinées pour maximiser les effets d'une mission air-sol – ancêtre du groupement interarmées. La survie des Marines dépend d'une pleine intégration des capacités, et il en sera de même pour les forces interarmées qui vont faire face aux défis sécuritaires de demain.

Un autre point qui doit être souligné se réfère à l'utilisation du temps. Pourquoi se déployer dans des contrées désertes si l'on a suffisamment de temps et si des bases opérationnelles importantes solides sont accessibles ? Encore une fois, des concepts expéditionnaires aériens préventifs, comme les PEDS, fournissent une possibilité significative de soutenir des opérations militaires prolongées. Une fois que la décision d'investir est prise, il est difficile de revenir en arrière. Les planificateurs américains et les commandants au combat doivent se rendre compte que la projection de force n'est pas facilement réversible. Nous devons prendre les meilleures options parce que la rapidité d'un emploi décisif de force aérienne ne laisse pas la possibilité de réviser un concept d'implantation de base mal conçu.

Notes

1. Cet article se référera désormais à l'Afrique subsaharienne en tant qu'Afrique. L'Afrique du Nord, composée des nations du littoral méditerranéen, n'est pas un grand problème pour les opérations aériennes expéditionnaires parce que les Etats-Unis ont forgé des relations de longue durée et accèdent pendant les contingences à des bases opérationnelles en colocation. Ces bases font périodiquement l'objet d'attentions au cours d'exercices binationaux ou multinationaux.

2. *The National Security Strategy of the United States of America* (la stratégie de sécurité nationale de Etats-Unis d'Amérique), (Washington, D.C.: Government printing Office, septembre 2002), 29, en-ligne, internet, 9 juin 2003, disponible sur <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.pdf>.

3. Joseph S. Nye Jr., *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone* (Le paradoxe de la puissance américaine : pourquoi la seule

Comme le fait remarquer Sebastian Mallaby dans le *Washington Post*, « le paradoxe de la puissance américaine à la fin de ce millénaire est qu'elle est trop grande pour qu'aucun autre état puisse l'affronter, et cependant pas encore assez grande pour résoudre des problèmes comme le terrorisme global et la prolifération nucléaire »²⁹. Bien qu'il ait fait cette déclaration avant le 11 septembre 2001, ceci est encore vrai. Malheureusement, la guerre contre des acteurs non étatiques gravite vers des endroits qui avantagent les terroristes. L'Afrique pourrait bien en être un parce qu'elle est submergée par une immense pauvreté et un chômage qui crée une masse désœuvrée attirée par tout ce qui promet un apport financier et une plus grande estime de soi. Le paysage mal connu de l'Afrique subsaharienne ne peut être lié que par une présence américaine accrue uniquement réalisable grâce à l'assurance d'accès à des terrains d'aviation bien planifiés et équipés qui permettent des opérations en étoile vers des endroits éloignés et mûrs pour la subversion. La planification d'accès présentée ici est un pas dans la bonne direction. La porte de l'Amérique reste ouverte pour l'Afrique aussi longtemps que les intérêts américains seront ciblés et fondés. Le but est la projection de force modérée, la clé est l'accès expéditionnaire aérien. □

superpuissance au monde ne peut-elle agir seule), (New York: Oxford University Press, 2002), 8.

4. *National Security Strategy* (Stratégie de Sécurité Nationale), 10.

5. Briefing, Steve Metz, *Subject: Africa and Future U.S. Policies and Strategies* (Sujet : l'Afrique et les futures politiques et Stratégies des Etats-Unis), USAF Air War College, 20 février 2003.

6. cité dans Nye, 15.

7. Ibid, 8.

8. Ibid. 9.

9. *Draft Briefing* (Ebauche de briefing), Quartiers Généraux USAF/XOXS, *Subject: Air and Space Expeditionary CONOPS* (Sujet : Expéditionnaire Aérien et Spatial CONOPS), septembre 2002.

10. *U.S. Department of Defense, Office of the Under Secretary of Defense for Acquisition and Technology* (Ministère de la défense des Etats Unis, Bureau du sous-secrétaire à la

défense pour l'acquisition et la technologie), *Final Report of the Defense Science Board Task Force on Globalization and Security* (Rapport final de mission du bureau scientifique de la défense sur la mondialisation et la sécurité), (Washington, D.C.: Bureau du sous-secrétaire à la défense pour l'acquisition et la technologie, décembre 1999), en ligne, Internet, 9 juin 2003, disponible sur <http://www.acq.osd.mil/dsb/globalization.pdf>.

11. Briefing, Dr. Cindy Courville, assistante adjointe au conseiller à la sécurité nationale pour les affaires africaines, conseil national de sécurité, *Subject : The NSC and Foreign Policy* (Sujet : Le NSC et la politique étrangère), USAF Air War College, 23 ; janvier 2003.

12. Nye, 8.

13. Bibliothèque du congrès, service de recherches du congrès, *Africa: U.S. Foreign Assistance Issues* (Afrique : Effets de l'assistance étrangère des Etats-Unis), (Washington, D.C.: Government Printing Office, 3 décembre 2002), 9.

14. Ibid.

15. "Summary – Ganci AB at Manas, Kyrgystan" (Sommaire – Base aérienne de Ganci à Manas, Kirghizistan), JULL n° 02403-56195 (non classé), *Air Force Center for Knowledge Sharing, Lessons Learned* (Centre de l'armée de l'air pour le partage des connaissances et les expériences), 4 décembre 2001, en-ligne , Internet, 9 juin 2003, disponible sur <https://www.afknowledge.langley.af.mil/afcks/Search/JULLsrch.asp>.

16. Lieutenant colonel Karen U. Kwiatkowski, *Expeditionary Air Operations in Africa: Challenges and Solutions* (Opérations aériennes expéditionnaires en Afrique : défis

et solutions), (Maxwell AFB, Alabama: Air University Press, décembre 2001), 13.

17. Julian Thompson, *The Lifeblood of War: Logistics in Armed Conflict* (Le nerf de la guerre : la logistique en conflit armé), (Londres: Brassey's Ltd., 1991), 3-5.

18. Kwiatkowski, 13.

19. Ibid.

20. Boeing Corporation, C-17 *Globemaster III*, 19 mars 2003, en-ligne, Internet, 9 juin 2003, disponible sur <http://www.boeing.com/defense-space/military/c17/flash.html>.

21. « Sommaire-Ganci AB ».

22. John Hendren, "Beddown in Bishkek" (Implantation à Bishkek), *Air Force Magazine*, juillet 2002, 58.

23. Ibid.

24. Document de doctrine de l'armée de l'air (AFDD) 2-4, *Soutien au Combat*, 22 novembre 1999, 15.

25. Instruction de l'armée de l'air (AFI) 13-1AOC, (*Operational Procedures – Aerospace Operations Center* (Procédures opérationnelles – centre des opérations aérospatiales) I juillet 2002, 18.

26. Ibid., 11.

27. Forces aériennes des Etats-Unis en Europe, *Pre-approved Expeditionary Deployment Sites* (PEDS), (Concept des sites pré-approuvés pour le déploiement expéditionnaire), 13 janvier 2003.

28. Ibid.

29. Sebastian Mallaby, "A Mockery in the Eyes of the World" (Dérision aux yeux du monde), *Washington Post*, 31 janvier 1999, B5.